

Déclaration de l'UNSA Education CTPD du vendredi 5 septembre 2009

Si la rentrée 2009 s'est déroulée sans incidents notables dans notre département, il ne faut pas pour autant en conclure que tout va bien. Ce serait en effet nier le malaise profond qui habite nombre de collègues.

Il faut dire que les sujets d'inquiétude ne manquent pas...

Les mesures de cartes scolaires cumulées des dernières années ont dégradé sensiblement les conditions de travail dans les écoles alors même que les effectifs sont en augmentation. On a beau nous répondre que notre taux d'encadrement moyen était inférieur à la moyenne nationale, nous savons tous autour de cette table que cela tient en grande partie au caractère rural de notre département.

Autre sujet qui fâche, et non des moindres, les mutations « nouvelle formule » mises en place lors de l'année scolaire écoulée. Il n'aura échappé à personne que les affectations faites lors de la deuxième et la troisième phase ont suscité de nombreuses réactions d'abattement, d'incompréhension, voire même de révolte. Le nombre de demandes de révision d'affectation a d'ailleurs été sans commune mesure avec ce que nous connaissons habituellement.

Enfin, mais la liste des sujets d'inquiétude de nos collègues est non exhaustive, la remise en cause du temps de préparation de l'aide personnalisée est fort mal ressentie. Le SE-UNSA, signataire du relevé de conclusions négocié sur ce sujet dénonce vigoureusement le non respect par le ministre de sa propre signature.

Ce malaise profond dont nous venons de nous faire l'écho n'est pas une simple vue de l'esprit d'un syndicat qui fait sa traditionnelle déclaration politique de rentrée.

A l'UNSA, nous n'avons pas pour habitude de crier au loup pour le plaisir de montrer qu'on existe. Nous nous appuyons entre autre sur un sondage commandé.

Il ressort de ce sondage que

- 76% des enseignants estiment que les nouveaux programmes ne constituent pas un progrès par rapport à ceux de 2002.
- 68% des enseignants n'approuvent pas la réduction du nombre d'heures de classe appliquée à tous les élèves
- 76% des collègues estiment que les évaluations de CE1 et CM2 ne sont pas un outil efficace pour la régulation pédagogique auprès des élèves.
- 77% considèrent que toutes ces nouveautés n'ont pas eu d'impact positif sur les conditions de travail.

Les enseignants auraient aimé qu'on reconnaisse leur professionnalisme : mais le ministère a fait le choix d'ignorer l'expérience et l'analyse des praticiens de terrain d'ignorer l'expertise de leurs représentants syndicaux.

Gageons que notre nouveau ministre aura à cœur de mettre en pratique ses déclarations selon lesquelles il souhaite travailler avec les organisations syndicales et que ce ne seront pas de simples formules creuses. Ce serait un revirement que nous saluerions tous, car il faut bien reconnaître que ces derniers temps le paritarisme est tombé en désuétude... Les projets sont faits dans les bureaux de l'Inspection Académique, en dehors de toute transparence et contrôle des représentants du personnel. Nous ne remettons bien évidemment pas en cause le sérieux des personnels administratifs, et nous savons bien que leur charge de travail est croissante, mais comment accepter la mise à l'écart des élus du personnel? Aujourd'hui les groupes de travail sont devenus la règle et les CAPD l'exception... Curieuse façon d'organiser le dialogue social...

Madame l'Inspectrice d'Académie, il est encore temps de changer de cap !